

"Président, j'arrêterai toutes subventions à l'Ukraine !" - BFMTV, 21/09/26

39 min · Debout la France

Bonsoir Nicolas Dupont -Union, merci de votre présence ce soir. Vous vous connaissez, je suppose, avec Guillaume Lacroix, qui est le président du parti radical de gauche. Et vous avez lu son post sur X et écouté probablement ses arguments. Et il affirme qu 'aujourd 'hui, il faut une union sacrée, peut -être même une union qui exclurait ceux qui ne comprennent pas, ceux qui ne tiennent pas compte de la gravité de la situation autour de la menace russe. Que lui répondez -vous ? Je lui réponds que, justement parce que je comprends plus que lui la gravité de la menace, je ne fais pas par démagogie l 'escalade qui peut précipiter le continent européen dans la folie de la guerre. Et j 'en ai assez de ce discours qui est finalement très démagogique, de faire croire aux Français qu 'on peut tout faire et n 'importe quoi. Donc, pour résumer, un, ce n 'est pas démagogique d 'alléger la peine des Français. Parce que monsieur, quand on travaille, qu 'on paye son 2 ,40·, 2 ,50·, qu 'on ne peut plus aller bosser, que les gens se saignent et qu 'ils apprennent que la France a donné 25 milliards d 'euros pour nourrir un régime corrompu qui achète des appartements à Monaco, des yachts de luxe. Ils en ont assez. Et je peux vous le dire, les Français n 'en peuvent plus. Comme ça que vous résumez la peine ? On a un président de la République, Osobois, qui laisse la France avec plus de 1 200 milliards de dettes supplémentaires. Ça, ce n 'est pas moi, c

'est lui. 1 200 milliards. Qui réunit les chefs de parti pour les entraîner dans sa folie. Et qui après nous accuse d 'être pro -ruse, pro -ceci, pro -cela. Moi, je ne suis pro -personne. Je dis simplement que la France n 'a pas les moyens de se lancer dans cette folie. Premièrement, je dis ensuite, et j 'ai fini, que la situation est tellement grave que la France, qui aurait été une grande France, aurait joué un rôle de désescalade et que la paix est à portée de main là -bas. Et qu 'au lieu de saboter la paix, au lieu de saboter la paix, vous pouvez rire, au lieu de saboter la paix,

les trois chefs d 'État européens, Starmer à l 'époque, Merz et Macron, n 'ont fait que saboter la paix, que Trump et Poutine avaient quasiment scellé à Anchorage. Donc je dis que moi, oui, candidat, je serai le candidat d 'une autre politique, de la paix, d 'arrêt de toute subvention, de donner l 'argent des Français aux Français, et de faire la paix, parce que les premières victimes de votre folie, ce sont les Ukrainiens, que vous envoyez comme de la chair au canon, sur le champ de bataille. Vous avez fait tuer combien d 'Ukrainiens depuis que vous avez commencé cette politique ? C 'est la réalité. Donc c 'est un peu facile, par vous personnellement, bien sûr, ceux que vous soutenez. Je vous remercie, ça permet deux secondes de penser que vous êtes encore à peu près avec nous dans la vraie vie. Oui, parce que les Ukrainiens sont la chair à canon de ceux qui envoient des armes. Je vous ai écouté avec une patience que je ne m 'imaginais pas possible, donc je vous ai écouté, je le fais, je vous répondrai deux choses. D 'abord, moi je n 'ai pas vu de yacht sur le front russe, monsieur. Non mais notre argent sert à les payer. Bien sûr. Par contre, j 'y vois des missiles, j 'y vois des bombes, qui sont effectivement financés par l 'Europe, pas principalement d 'ailleurs par la France. La deuxième chose, monsieur, quand on aime un peuple qui souffre, on évite de lui offrir comme seule voie, comme seul refuge, la lâcheté du complotisme. Non, on fait la paix. Et aidez vraiment les Ukrainiens, parce que c 'est une tragédie. J 'ai une question. Je veux juste dire une chose. Je veux juste répondre. À Istanbul, en avril 2022, il y a eu la paix de signer entre Ukrainiens et Russes. Et c 'est Joe Biden, l 'État profond américain,

c 'est les chefs d 'État européens qui ont saboté cette paix. Donc, les Ukrainiens, on aurait

économisé des centaines de milliers de vies ukrainiennes. Aujourd'hui, les milices de Zelensky kidnappent les jeunes dans les rues de Kiev. C'est ça la réalité. Vous dites le coût de l'intervention. Quel serait le coût de notre retrait total et de l'absence d'aide et de couper le robinet ? Est-ce que vous pouvez vous-même dire aujourd'hui, quel serait le coût de ne plus rien faire ? Je veux dire, je veux dire, je veux dire, que le régime ukrainien et le régime russe sont dans une lutte suicidaire, comme une guerre civile. Que Donald Trump, avec tous les défauts qu'il a, et je ne suis pas un soutien de Donald Trump, notamment en Iran, et là je vous rejoins, avec tous les défauts qu'il a, était au bord de signer une paix et de conduire le régime ukrainien à accepter une paix. La même paix qu'Istanbul, c'est le retrait des troupes russes. C'est fondamental qu'il se retire. C'est la neutralité de l'Ukraine, la démilitarisation de l'Ukraine. Il a été question à un moment. Ce sont les données de l'accord proposées par Trump. Et j'aimerais que l'Europe, en tout cas moi je me présente, pour que la France, qu'il a refusé, c'est les chefs d'État européens qui alimentent Zelensky pour qu'il le refuse. Et donc je demande, je souhaite que les Français aient le choix, que les Français sachent qu'il y a une paix possible, que la seule solution pour qu'il y ait une paix c'est d'arrêter de financer cette guerre. Deuxièmement, je vous le dis, cet argent serait

mieux placé pour alléger les souffrances des Français. Et ensuite, si les Européens cessent d'alimenter la guerre, il y aura un compromis. Je vous rappelle qu'il y a eu le même compromis à Cuba. Il y a eu le même compromis à Cuba entre Khrouchev à l'époque et Kennedy. Oui, mais attendez, c'est très proche. Non mais... On connaît l'histoire, mais vous avez raison de rappeler ça. Quand même, ça me fait mal. Ce sont des drôles de raisonnements pour les collègues. Il y a longtemps, il était... Guillaume Lacroix. Très bien, polémique. En attendant, vous alimentez une guerre qui risque de nous mettre dans une escarade nucléaire. Arrêtez de dire vous, monsieur Duprignon, s'il vous plaît.

Arrêtez de dire vous, vous dites vous. On va aller, je vous alimentez une guerre. Arrêtez de dire vous, s'il vous plaît. Bah oui, parce que la propagande qu'il y a, la propagande qu'il y a sur toutes les téléphones. C'est de la propagande, la menace russe. Il y a une menace russe contre l'Ukraine, il n'y a pas de menace russe contre la France. Je ne suis pas de propagande russe, je m'en fiche, je suis complètement triste du Poutine. Attendez, permettez-moi, vous êtes un candidat à la présidentielle, comme tous les autres. Vous pouvez s'aimer, mais c'est toujours...

C'est toujours le même schéma. Si on demande de protéger les intérêts des Français, parce que moi je suis candidat à la présidence de la République française, je ne suis pas candidat à la présidence de la République ukrainienne. Si on demande de protéger les Français, de leur donner de baisser les taxes pour qu'ils puissent aller bosser, si on le demande, si on propose la paix comme le fait les Américains, qui ont cessé toute aide militaire, toute aide financière, avec raison, pour obliger à la paix, on est immédiatement suspecté d'être un bon russe. C'est ridicule. Je pense qu'il va, il va nous laisser, et puis on pourra continuer à débattre avec vous. Je vous remercie. Je vous remercie. Ce sera d'ailleurs un soulagement, non pas de vous quitter, mais de quitter ce débat. Très bien. Vous dire simplement, monsieur Dupont-Aignan, d'abord,

je ne supporte pas les gens qui réécrivent l'histoire. Cette idée que les Ukrainiens voudraient avoir maille à partir avec les Russes, est délirante. Ce sont les Russes. Ils ont signé. Ce sont les Russes qui ont envahi, et qui ont tenté d'envahir l'Ukraine. L'histoire ne s'écrit pas autrement. Et deux mois après, il y a eu une paix. Vous et vos amis nationalistes comme monsieur Trump dans le monde, essayez en permanence de réécrire l'histoire. La deuxième chose, monsieur Dupont-Aignan, je pense qu'il faut que vous vous interrogez honnêtement. Êtes-vous président à la République française, ou êtes-vous président à la République de Vichy ? Ça n'était pas la même. C'est honteux. C'est pitoyable. Et je vous laisse. C'est pitoyable. Cet argument est abject. Parce qu'en

fait, vous voulez plonger la France dans une guerre folle. Et je vais vous dire, c'est encore plus grave, c'est qu'on a un président de la République qui a perdu pied. Et son seul esprit, c'est d'entraîner toute la classe politique dans sa folie. Et bien moi, je ne résisterai à ça. Nicolas Dupont-Aignan, dans un débat aussi complexe, on va partir des faits, de ce que nous avons, et puis on va tous réagir. Je salue la présence d'Élise Gosset, notre expert international pour BFM TV. Et je vous propose d'écouter ce matin. Le ministre de l'Intérieur, Laurent Linaise, il a été interrogé. On lui a dit, est-ce qu'il est possible que la menace ait été un peu exagérée ? Sur quoi vous vous basez pour dire que la menace est grave, qu'elle est circonstanciée ? Écoutons sa réponse.

On parle d'une menace qui est réelle, qui est une menace qui est documentée, qui est la menace de guerre hybride que livre la Russie. Il n'y en a pas eu de constaté en France. On n'a pas eu de sabotage majeur. Maintenant, des attaques cyber, nous en avons. Et ce qui se passe en Europe nous interpelle également. Il y a une cartographie des sites à protéger. Il y a des mesures de protection qui sont prises par les opérateurs eux-mêmes. Il y a des rondes et patrouilles par les forces de sécurité intérieures. Il y a des contacts qui sont établis entre les services de renseignement et ses opérateurs.

C'est la vérité. C'est la vérité. Il avoue qu'il n'y a pas d'attaque sur le sol français. Il avoue... Et M. Malbruneau, qui est un grand expert du renseignement, a publié tout à fait récemment en disant... Même des gens du renseignement français disent qu'Emmanuel Macron exagère, manipule. En revanche, il y a un vrai danger. C'est qu'à force d'armer les forces ukrainiennes avec des missiles de longue portée qui s'attaquent à la Russie, il y a un moment où le danger, c'est que la Russie riposte. Et moi, je souhaite... Vous n'avez pas déjà riposté Nicolas Dupont-Aignan ? Pas sur les pays. Quand même, c'est un aéroport où on a un drone chargé d'explosifs. Oui, il y a un drone. Oui, et alors ? Moi, je veux bien qu'on déclare... Si demain, vous, président, il y a un drone chargé d'explosifs sur nos sites stratégiques... Je vérifie avant et j'évite les manipulations qui peuvent exister. Même l'Allemagne manipule ? Parce que même l'Allemagne, il y a eu des gens qui ont très bien expliqué que les explosifs étaient arrivés après la découverte du drone. Et je ne déclare pas la troisième guerre mondiale pour un drone. Je vous le dis comme je pense. Parce que vous savez que la première guerre mondiale a été lancée par un enchaînement de choses dramatiques. C'est toujours des circonstances et des événements qu'on n'imagine pas qui déclarent la guerre. Je pense que les Français attendent... Je pense que les Français attendent... Je pense que les Français attendent... À la tête de l'État, quelqu'un de calme, qui, à un moment donné, essaye la désescalade. Parce que ce qui est en jeu, tout le monde le comprend, c'est pas une guerre sur les écrans. C'est d'envoyer nos enfants, nos jeunes Français, nos gamins de 20 ans combattre là-bas. La France n'a pas du tout une armée de professionnels capables d'aller là-bas. Donc,

il faut maintenant revenir sur Terre. De quoi on parle ? On parle outre l'argent des Français, qui pourraient être mieux utilisés quand il n'y a plus de place dans les hôpitaux, etc. Mais on parle quand même d'engager la France dans un conflit, nos enfants, nos jeunes, dans un soldat, dans un champ de bataille. Eh bien, je pense que la France, au lieu d'agiter les esprits, de tout faire pour provoquer la Russie aussi, devrait se mettre en dehors de ce conflit. L'Ukraine, pour moi, l'Ukraine est neutre. Non, je n'admire personne. Non, vous n'admirez, si, si, si, si, vous avez très souvent cité, il expliquait que la lâcheté était escalatoire, c'est-à-dire qu'elle provoquait la guerre. Mais qu'est-ce que vous voulez faire concrètement ? Vous allez combattre ? Monsieur Domenak, vous allez prendre votre fusil, vous y allez ? Je veux aider le pays qui se bat, qui se bat parce qu'il protège l'Europe. Mais vous êtes en train de le tuer, ce pays ? Il a perdu 10 millions d'habitants qui sont partis ? Oui, qui sont partis. Mais regardez combien il y avait d'habitants, vérifiez sur Internet, il y a 10 ans, en Ukraine. C'est pas les Russes qui les ont chassés. Mais j'ai jamais nié que les Russes avaient attaqué. Est-ce qu'on peut rester sur les menaces ? Je demande que la France protège les

Français. Est -ce qu 'on peut rester sur les menaces ? C 'est quand même une autre chose. Est -ce que ça voudrait dire aussi que la plupart des pays européens... Est -ce que Chypre a été envahie une partie par la Turquie ? Un tiers de la Turquie. Est -ce que vous avez déclaré la guerre à la Turquie ? Est -ce que ça veut dire que la plupart des pays européens sont en train de manipuler l 'information ? Est -ce que ça veut dire que les responsables de tous nos services intérieurs et extérieurs et des différents

pays manipulent cela ? Ce qui est sûr, c 'est que vous avez des chefs d 'État en perdition, des avoués par le peuple, qui, on le voit en Allemagne, qui sont régulièrement battus aux élections, qui ne savent plus comment se passer au pouvoir.

Les États -Unis sont désastreuses. Ils soutiennent une immigration massive qu 'ils financent. Ils donnent de l 'argent massif à l 'Ukraine, 300 milliards l 'Union Européenne, alors que les États -Unis ont arrêté. Ils payent leur gaz quatre fois plus cher qu 'avant. Ça veut dire que l 'industrie européenne licencie. 50 000 licenciements de Volkswagen. Donc, moi, je veux bien qu 'on continue comme ça, à foncer dans le mur,

à foncer droit dans le mur en sacrifiant les Européens. Je dis que cette guerre civile entre Russes et Ukrainiens ne le mérite pas. C 'est juste que les États -Unis n 'ont pas de frontières avec l 'Ukraine. Les États -Unis ont supprimé leur aide. Ils n 'ont pas de frontières avec l 'Ukraine. Mais peut -être. Petit point géographique, ils n 'ont pas de frontières. La Russie, c 'est la France, rassurez -vous. C 'est juste un point géographique. D 'abord, les Américains poursuivent leur politique de sanctions, et le Congrès américain vient de voter à nouveau des sanctions contre la Russie. Et vous savez ce qu 'a dit Donald Trump ? Il y a eu des négociations, c 'est vrai, à Istanbul, mais elles n 'ont pas abouti. Elles ont abouti ? Non mais non ! Elles ont abouti au dernier moment. Là, je vous parle des faits. Des faits, oui. La première chose, c 'est qu 'il n 'y a pas eu de paix signée en 2022, comme vous l 'avez dit tout à l 'heure. La deuxième chose, c 'est que vous dites, il faut faire la paix. Trump a proposé à Poutine de faire la paix en Alaska, en Corrède. Il lui a déroulé le tapis rouge. Il a répondu à toutes ses demandes, et notamment sur les territoires du Donbass, et Poutine a refusé. Non. Mais si, ce sommet a été un échec, une catastrophe, et la guerre a continué. C 'est un échec, et vous savez pourquoi ? Vous êtes plus intelligent que ça. Non mais, vous savez ce qui s 'est passé. La réalité, c 'est que ce sommet n 'a pas réussi à permettre la paix. Est -ce que vous savez pourquoi il n 'a pas abouti ? Oui, parce qu 'il ne veut pas l 'acheter d 'en base. Parce que les chefs d 'État européens ont conforté Zelensky, qui a refusé la paix. Mais non, mais non, mais non. Ils n 'étaient pas là -bas. Et troisièmement, troisièmement, toute cette attaque que vous faites contre les chefs d 'État européens, est -ce que vous incluez

les Pays -Baltes, les Polonais, les Allemands, les Italiens, Mélanie ? Les Allemands sont en train de voter. Et la bonne nouvelle. Tous ensemble sont manipulés et ils sont. Oui, mais laissez -moi juste terminer. Concernant la réunion de l 'Élysée dans la salle Vega, il y avait le patron de la DGSI, de la DGSE, il y avait le patron des renseignements militaires, il y avait le patron du SGDSN, et tous ont dit qu 'il y a un sentiment d 'urgence et il faut se préparer pour ne pas justement avoir à faire la guerre. Mais qu 'on se prépare, bien évidemment. Et maintenant, la première question que je vous pose, moi je reviens à la France. Est -ce que vous réalisez la situation de faillite financière de la France ? Est -ce que vous réalisez la situation de panne économique de la France ? Est -ce que vous réalisez la taxe sur la dette ? Est -ce que vous réalisez que nos concitoyens n 'en peuvent plus ? Quand un pays est au bord de la rupture, quand on ne peut plus aller travailler parce que c 'est trop cher, on réfléchit, et c 'est ce que je propose, à baisser les taxes. Je propose 50 centimes concrètement. On supprime les certificats d 'économie d 'énergie, on baisse de 30 centimes, et on évite de dilapider l 'argent que gagnent douloureusement les Français dans un combat qui est une folie, qui va entraîner

l'Europe dans une faillite économique. On voit les licenciements

massifs en Allemagne, en Italie, en France, et qui n'a aucune issue. Mais vous savez, monsieur Le Pogné, que l'industrie de défense est créatrice d'emplois, contrairement à ce que vous dites. Mais bien entendu, regardez en Allemagne, où toute l'industrie allemande est en train de se reconvertir en industrie de défense. On va reconvertir toute l'économie européenne en marchand de canons. Attends, s'il vous plaît, on se comprend plus. C'est formidable. Nicolas Dupont-Henand, comment vous expliquez par exemple le rassemblement national ? A quel niveau se situe la France dans l'aide à l'Ukraine ? Je sais, 25 milliards. Oui, je sais, 15ème. Eh bien oui, vous êtes en train de dilapider l'argent à la France en Ukraine, c'est faux. En tout cas, les Allemands ont compris. Et les Allemands, ils ont encore voté ce week-end. Et les Allemands, ils veulent arrêter cette aide. Et le peuple français et le peuple allemand va arrêter. Un parti, il a fait 40%. Un parti, il a fait 40%. Non, il n'est pas 40%. Messieurs, il a fait 45%. Pouvons-nous parler de la position du rassemblement national ? Comment vous expliquez d'ailleurs un tel... Certains disent revirement, d'autres disent qu'ils ont réaffirmé une position. Mais quand même, quand on voit le communiqué de Marine Le Pen et de Jordan Bardella,

quelques heures après cette réunion dans le bunker de l'Elysée, nous ne tolérons jamais qu'une puissance étrangère, en l'occurrence la Russie, puisse espérer dicter directement ou indirectement à la politique de notre pays par l'intimidation, la menace, la déstabilisation ou la pression psychologique. J'imagine que vous pensez quand même la même chose. Mais je ne tolère qu'aucune puissance dont la Russie et personne, bien évidemment. Je demande simplement qu'on défende la France, mais on peut défendre la France et être un bon patriote sans s'agiter dans tous les sens et lancer un conflit au cœur de l'Europe qui serait d'aussi sinistre mémoire que la Première ou la Seconde Guerre mondiale. Parce qu'on n'en a plus fait, si je peux finir... Il n'a jamais été question d'envoyer des soldats français en Ukraine. Il n'a jamais été question d'envoyer des soldats français en Ukraine. Vous allez dire qu'on va lancer la guerre en Europe. Si je peux finir, c'est la suite logique. Parce que quand on bombarde des raffineries en Russie, avec des armes européennes ou américaines, que d'ailleurs entre parenthèses, il n'y a plus de capacité d'exportation du diesel russe et que les automobilistes français le payent cher. Quand on bombarde... Quand on rentre dans une escalade, une chose était de défense, l'Europe. C'est les Russes qui font la escalade. Arrêtez ! Je peux dire un mot, s'il vous plaît. Je vais vous donner un exemple. Soyons précis. Quand on aidait l'Ukraine à se défendre sur le sol ukrainien, on peut aider l'Ukraine à se défendre à un moment donné. Je n'ai jamais été hostile. Mais quand on franchit un stade, on rentre en co-belligérance. Les mots ont un sens. À partir du moment

où on met la France en état de co-belligérance, c'est ce que dit Poutine. On doit avertir les Français, quand vous bombardez avec des armes françaises européennes, quand vous bombardez le territoire russe, excusez-moi, vous franchissez un stade. Une question directe, Nicolas Dupont-Linan. Vous, demain, au pouvoir. S'il y a une attaque quand même d'un pays de l'OTAN. Bien évidemment. Je n'ai jamais dit que. Non, je vous pose une question. Vous avez vu que je suis dénuée de tout ce que vous la posez. En revanche, je vous le dis très clairement, pour moi, l'Ukraine ne fait pas partie de l'OTAN. C'est très important. L'Ukraine est un pays comme Cuba l'était à l'époque entre Khrouchev et Kennedy. Kennedy a demandé. Je voudrais finir mon explication parce que je ne pense pas que tous les téléspectateurs la connaissent. Les Russes voulaient installer des bases et des missiles à Cuba. Kennedy l'a refusé, comme Poutine refuse que les Américains de l'époque installent des bases en Ukraine. C'est une zone, pour moi, qui ne fait pas partie de l'OTAN. L'OTAN s'arrête à la frontière de la Pologne et nous n'avons pas à nous mêler de l'affaire ukrainienne. Parlons de la Pologne si demain, comme le dit d'ailleurs le ministre. Je ne suis pas pour qu'on envahisse la Pologne, je suis pour qu'on la défende. Mais comment vous la défendez ? Mais il y a des clauses d'assurance mutuelle dans l'article 5. Donc on doit vous engager aussi la France au nom de l'OTAN.

Bien évidemment que si la Pologne est attaquée, la France doit jouer son rôle. Ce que je demande. Donc avec vous, la France jouerait son rôle si la Pologne est attaquée ? La France devra jouer son rôle, bien évidemment,

comme tout. Mais la France, et c'est ma théorie gaullienne, c'est que l'arme de dissuasion nucléaire, et c'est fondamental, ne doit pas être partagée. L'arme de dissuasion nucléaire ne sert qu'à défendre la France, que la France. C'est la théorie du général Gallois et du général de Gaulle. Et Valéry Giscard d'Estaing et les présidents successifs ont dénaturé la théorie de la dissuasion nucléaire française en étendant le parapluie et en prenant le risque d'entraîner des tirs nucléaires de riposte sur Paris, Marseille ou Lyon. Et c'est une affaire sérieuse. Et j'en ai marre de ces pseudo-guerriers de pacotilles qui nous gouvernent, qui se lancent dans des excès. Je pense que l'affaire de la guerre et de la paix, c'est suffisamment grave. Mais dans quel objectif ? Monsieur Dupont-Union, on a un président français qui va partir dans quelques mois... Est-ce que vous êtes sûr qu'il veut partir ? C'est-à-dire ? Est-ce que vous êtes sûr qu'il veut pas actionner l'article 16 ? Vous avez l'air sûr de l'inverse, en tous les cas. En tout cas, j'estime que cet être dangereux qui a ruiné la France, qui a fait tant de mal aux Français, avant de partir, veut semer une sorte de chaos, parce qu'il veut empêcher ceux qui arriveront après lui, en alternance, de réussir l'alternance. Vous déruinez ! Vous déruinez ! Vous déruinez ! Tous les Français ont compris. Tous les Français ont compris. Quand on nomme M. Richard Ferrand président du Conseil constitutionnel, quand on nomme Mme Demo-Chalin président de la Cour des Comptes, quand on nomme président de la Cour des Comptes... Tout le monde est dans le complot, alors. C

est pas du complot ? C'est que les Français vont voter le 18 avril et le 2 mai, et que je souhaite que les Français restent

en démocratie, et il faudra sans doute faire un référendum pour démettre de ces fonctions ces personnes, qui sont là pour verrouiller le pouvoir au service d'une politique. Et je le dis, candidat, j'organiserai et je proposerai un référendum pour démettre de ces fonctions ces personnes, qui sont des relais de la Macronie, et qui ont été mis à ces postes pour verrouiller la démocratie française. Vous savez, je ne sais pas, s'il faut un référendum aux États-Unis, ça peut s'appeler... C'est le spoil system ! Non, parce que je respecte les institutions. Ils ont été validés par les institutions. Peut-être, mais il faudra faire un référendum sur leur sort. Bien. Parce qu'on ne peut pas continuer. Mais c'est important, dans cette fausse démocratie... Pourquoi c'est une fausse démocratie ? Parce que vous voyez bien que tout est fait, tout est fait, pour empêcher les Français de faire un choix libre. Monsieur Dupont, vous êtes candidat, vous avez vos 500 parrainages, il y a une foultitude, une multitude de candidats, il y a des projets contre projets. Vous êtes là, vous affirmez... Je vous en remercie. Non, non, mais c'est tout à fait normal, c'est la démocratie, et le plateau est ouvert à toutes les sensibilités. Je vous en remercie. En quoi ce n'est pas une démocratie ? Vous voyez bien que quand M. Macron convoque dans la salle Vega, et vous savez que le Vega, c'est son nom, c'est son nom de code pour les services de sécurité, convoque dans la salle Vega tous les présidents de partis, ils les enchaînent dans un scénario et dans une manipulation de l'opinion. Voilà pourquoi j'estime que le Rassemblement national a eu tort de tomber dans ce piège. Et

je pense qu'il faut absolument éviter que les Français pensent qu'il n'y a qu'une voie possible. Non, il y a plusieurs autres voies, j'en propose plusieurs sur la sortie de l'Union Européenne, sur la démocratie directe, sur le protectionnisme et sur la paix. Et je veux que les Français aient un autre choix. En tout cas, ils ont le choix, ils vous écoutent, ils écoutent aussi. Mais c'est normal ! Qui lui, au sortir de cette réunion a été saisi par un vertif. Il n'a pas besoin de traiter de vichiste quelqu'un qui ne pense pas comme lui. C'est un peu facile. Cela s'inscrit dans un contexte extrêmement difficile pour les Français qui sont assommés, qui sont étranglés financièrement, budgétairement et aussi

évidemment par les prix des carburants. Je voudrais vous faire écouter deux réactions. Peut-être d'abord celle du ministre de l'Economie, Roland Lescure. À qui va-t-on demander des efforts dans un tel contexte ? Écoutons-le.

Et moi j'en connais autour de moi à des retraités qui ont des retraites correctes. Voilà, 2000 euros c'est correct. On vit avec 2000 euros correctement. Par ailleurs, s'ils utilisent leur voiture, etc. Il y a des aides qui ont quand même été mises en oeuvre. Donc on est sur une population qui, en tout cas moi je l'entends autour de moi, est consciente qu'il faut faire des efforts pour éviter la galère. Et que ces efforts, tout le monde peut le faire. Vous connaissez peut-être des retraités autour de vous aussi qui disent « Franchement, ça ne m'enchant pas, mais moi aussi je suis prêt à faire un effort pour aider la France à sortir d'une ornière dans laquelle elle est. » Reconnaissons-le. Monsieur Dupont-Unihan, vous dites que vous êtes attaché à la souveraineté de la France. Souveraineté également, on imagine, financière, budgétaire. Comment peut-on promettre parfois, je ne parle pas de vous, mais promettre tout et n'importe quoi, quand il y a le risque à la fin, peut-être, et bien qu'un pays étranger ou que même une organisation... Certains politiques avaient parlé auparavant d'une mise sous tutelle du FMI, nous en sommes loin, je l'espère en tous les cas. Mais, puisque il est question de notre souveraineté financière et budgétaire, est-ce qu'on peut se permettre de tout promettre ? Non, bien évidemment, mais c'est curieux, je ne pense pas que M. Lescure vive avec 2 000 euros par mois. Sinon, il ne ferait pas cette remarque. Ni vous, ni moi. Non plus, mais moi je suis conscient que c'est dur avec 2 000 euros par mois. M. Lescure pense que c'est le paradis.

Donc, je veux dire très clairement, il y a des choix dans la vie. Moi, je remarque que nous donnons à l'Union Européenne, cette année en 2026, 5 milliards de plus. 5 milliards, c'est les économies qu'ils veulent faire sur les retraités. Vous avez noté que le gouvernement, par la voix de M. Sébastien Lecornu, a évoqué cette inflexion dans l'aide à l'Union Européenne. Oui, en attendant, en 2026, il a donné 5 milliards de plus. Et le coût net est de 15 milliards. Je supprime cette contribution. Ça fera déjà 15 milliards. On pourra indexer les pensions de retraite et nos retraités ne seront pas les sacrifiés. On a donné 25 milliards à l'Ukraine, je ne reviens pas sur le débat. On donne, est-ce que vous savez qu'on donne 12 milliards au budget de l'État pour les énergies renouvelables de subvention, pour des énergies coûteuses, intermittentes, qui sont responsables de l'explosion des prix ? Et je supprime ces 12 milliards. Ça veut dire quoi ? Est-ce que vous savez qu'il y a des fausses cartes vitales qui nous coûtent 20 milliards ? Donc les retraités ont le droit. Non mais les retraités, pour moi, l'indexation, elle est sacrée parce que c'est la loi. C'est le sujet du débat. Je voudrais faire réagir tout le monde. Nicolas Domenac, la proposition vraiment de mettre à contribution les retraités est clairement sur la table. Est-ce que dans le cadre d'un budget où on va demander des efforts à tous les Français, finalement vous estimez que c'est juste ? Que c'est une proposition de même justice ? Mais vous avez dit la question, est-ce qu'on arrivera à mettre d'accord les représentants principaux des partis ? La question est effectivement celle de la répartition juste ou pas ? C'est-à-dire de l'effort qu'on

ne pourra pas esquiver. Même si Nicolas Dupont-Aignan jongle avec les millions comme ça. Je ne joue pas, il y a des fois. Et voilà. Et donc là-dessus, c'est le principal obstacle qu'on a devant nous. Est-ce que notre système démocratique sera assez mature pour parvenir à un accord là-dessus ? C'est mal parti. C'est très mal parti, hélas. Attendez, excusez-moi, mature ça veut dire quoi ? Je fais le tour de table et je reviens à vous, monsieur Nicolas. Je vous en prie. Est-ce qu'on peut dire, Bruno, je dis tout à l'heure, on a posé la question à Agnès Verdier-Mollinier, qui est la présidente de l'IFRAP, qui a publié le livre Où va votre argent ? Et on lui a demandé est-ce qu'on peut encore continuer à faire des chèques avec un argent public qu'on n'a pas ? Et même des chèques en bois. C'est-à-dire que demain, quand il va y avoir cette conférence de presse des ministres pour annoncer certainement une prolongation des aides, avec quel argent acquis on va demander en

compensation plus d'efforts ? On essaiera, comme on le fait régulièrement, de lever des fonds pour pouvoir continuer de payer le train de vie de l'État à un taux de plus en plus élevé, qui va devenir de plus en plus élevé, c'est certain, et ça ne va pas s'arranger en 2027. C'est pour ça qu'aujourd'hui, même si ça coûte de le dire, même si c'est compliqué, et je rejoindrai juste M. Dupont -Aignan, une fois n'est pas connu sur un point, c'est que même à 2000 euros, c'est difficile pour des gens qui ont besoin de prendre leur voiture, qui sont retraités. Je pense que tout le monde va être mis en contribution pour redresser d'une manière ou d'une autre la France, dont les comptes sont dans un État calamiteux. De toute façon, la

question ne se pose même pas. Je pense que tous les candidats qui font des promesses aujourd'hui, ce sont des promesses en bois. M. Dupont -Aignan, quand on regarde la situation en Europe, où on voit que tous les pays, de droite comme de gauche, de l'Italie, de la Mélanie, au Premier ministre espagnol, tous ont des retraites 65, 67, 68, et la France est le seul pays dont certains candidats proposent une retraite à 62 ans. Ça vous intrigue ou pas ? Est-ce que là, il n'y a pas un effort absolument nécessaire ? Et vous, président, est-ce que vous décidez de laisser la retraite telle qu'elle est ? Nous, moi, la politique que je propose... Ou bien vous retardez l'âge de la retraite à 65, 66, 67 ? La retraite, vous savez, à taux plein, elle est quasiment à 67 ans aujourd'hui. Mais non. Non, mais non. Si, parce qu'on voit que vous, quand vous avez commencé, il faut 42 ans et demi, la réforme touraine, elle est très dure déjà. Donc, en fait, le débat sur les 62 ans, il est faux. Moi, je reste où on est. Il n'y a pas besoin de plus. Le problème, c'est le travail. Si la retraite était à 65 ans, il y aurait plus de gens qui travailleraient plus longtemps. Mais il y a une grande différence. Monsieur, c'est parce que vous ne cherchez pas du boulot à 60 ans. Excusez-moi, la différence entre vous et moi, c'est que moi, j'ai été licencié à 58 ans pour moi. Moi, j'ai été battu à une élection, donc j'ai été licencié quelque part. Non, mais ne rentrez pas sur ce terrain-là. Ce que je veux dire, c'est que ce débat, il est faux. Le vrai problème, c'est la puissance économique, c'est la relocalisation industrielle.

C'est pas la puissance économique, pas d'un coup de baguette magique. C'est pas un coup de baguette magique. C'est un coup de baguette magique. C'est un coup de baguette magique. Ça veut dire changer de politique. Ça veut dire qu'il y a 200 milliards d'aides aux entreprises, qu'il faut concentrer sur les entreprises qui investissent en France. Il faut baisser les taxes, les impôts de production sur ceux qui relocalisent. Et il faut arrêter d'aider des entreprises qui délocalisent. Donc, je pense que le vrai problème des retraites, c'est la natalité à long terme. Et c'est à court terme la puissance industrielle. Sinon, on va proposer bientôt la retraite à 75 ans. Dernier point sur les dépenses. · Attendez, avant d'arrêter... · L'Italie, en Allemagne, il va faire juste à 69 ans. · Non mais sur les dépenses, il y a des choix quand même. · Vous avez terminé, juste après. Nous sommes avec Antoine Forestier, puisqu'il y a des choix, j'allais dire, plus brûlants que d'autres, en tous les cas sur les prix à la pompe. Antoine Forestier, vous suivez depuis tout à l'heure dans une station service, et bien les différents motards, automobilistes, les gros rouleurs qui arrivent, tous vous disent la même chose. Tous attendent parfois des gestes, d'autres n'en attendent même plus de la part du gouvernement. Quelle est la tonalité en cette fin de journée ?

· Oui, ils viennent ici dans cette station malgré les prix qui sont plus élevés qu'ailleurs. Ils ont fait pour la plupart le tour des stations aux alentours où le prix est plafonné. Ils n'ont pas trouvé de carburant et donc ils viennent ici en sachant qu'ils vont payer leur plein à peu près 6 euros plus cher que s'ils avaient pu accéder à ces stations. On a ensuite discuté avec eux des discussions en cours au gouvernement à Matignon. On aura uniquement les réponses demain, mais le gouvernement, a priori, depuis le départ, privilégie plutôt les gros rouleurs. Les automobilistes avec qui on échange ici, ils font que quelques kilomètres par jour. On n'est pas loin du périphérique parisien. Et ils voudraient

que ces aides, ils puissent en bénéficier également pour eux. Le prix de l'essence est cher, mais il est cher pour tout le monde. Et ça a un impact sur leur pouvoir d'achat. Je vous propose de les écouter, interroger au micro de Philippe Vignot. Il faut un souci d'égalité pour tout le monde, petit et grand rouleur. Parce que la crise, elle touche tout le monde. Une baisse immédiate et pas nous raconter du pipeau comme il faut, là, sans arrêt. Que les charges baissent, qu'ils nous taxent baisse et qu'on puisse arriver à pouvoir survivre, normalement, un peu mieux. De pouvoir aller bosser, enfin, de ne pas juste payer l'essence pour aller bosser. Parce que ces automobilistes, ils n'ont pas la mémoire courte. Ils se rappellent des tarifs de l'essence avant le début de la guerre entre les Etats-Unis et l'Iran. Par exemple, dans cette station ici, on a actuellement un 100 .95 à 2 ,16 euros, un gasoil à 2 ,38 euros. Avant le début de la guerre, on était à 1 ,72 euros. Quand on fait le calcul, ça veut dire qu'il y a une hausse entre 22 et 33 euros sur leur prix en fonction du carburant sur un plein de 50 litres. Pour eux, c'est trop. Et ça fait des mois que ça dure. Ils en ont marre et ils veulent que ça change.

Merci à vous, Antoine Forestier, avec Philippe Vignot. Faisons un point également sur ce qui devrait non pas être annoncé. On le sait pas, Anne-Saura Dubois, mais il y a eu deux réunions de crise aujourd'hui à Matignon. Une conférence prévue demain et puis une lettre envoyée, vous allez réagir, du président français envoyé à madame Ursula von der Leyen. Qu'y a-t-il dans cette lettre ? La présidente de la Commission européenne, en effet, courrier adressé le 18 septembre par le chef de l'État, donc à Ursula von der Leyen. Il lui demande trois choses. Il y en a deux qui concernent à court terme, en tout cas moyen terme, un changement de qualité du carburant, en lui demandant notamment un assouplissement sur la qualité des carburants pour augmenter la production dans les raffineries à titre exceptionnel et temporaire. Pour lui, pour le chef de l'État, cela représentera un gain de production de 5 à 20%. Deuxième demande, augmenter. Alors c'est un peu technique, mais la limite de biogazole dans le gazole, en clair, changer là encore la qualité du gazole, là encore pour augmenter la production. Alors il précise quand même qu'il faudra voir ça avec les constructeurs automobiles, puisqu'il ne faut pas qu'une baisse de la qualité endommage les véhicules. Et puis enfin, à plus long terme, il lui demande aussi une accélération des efforts d'électrification. Et donc la réponse pour lui est européenne. C'est très intéressant.

En fait, le président de la République n'est plus président de la République. Il est gouverneur d'une province et il supplie Mme Van der Leyen, qui n'est pas élue, de modifier la marge. Voilà, vous n'avez plus de pain, mangez des brioches. C'est insupportable. On peut baisser les taxes de 50 centimes demain matin. Ça veut dire quoi ? On supprime les certificats d'économie d'énergie, ça ne coûte rien au budget de l'État. 15 centimes. On supprime 30 centimes, ça a un coût sur une année pleine, et ça ne sera pas une année pleine je l'espère, d'environ 10 à 12 milliards d'euros. Ces 10 à 12 milliards d'euros, soyons précis, le gouvernement ne peut pas les donner. Pourquoi ? Parce qu'il ne veut pas renoncer à sa politique d'aide à l'Ukraine, il ne veut pas renoncer à sa politique d'Union Européenne. Parce que nous n'avons pas fait des réformes structurelles comme l'Allemagne, comme l'Espagne, comme l'Etat, comme tous les autres pays. Il ne veut pas restreindre les dotations à l'immigration, il ne veut pas agir, il ne veut pas changer de politique. Pourquoi il y a besoin d'une alternance ? C'est que les Français ont peut-être le droit de se dire, je préfère voir baisser de 50 centimes le prix du carburant, atteindre le niveau de l'Espagne, qui arrive bien, et je préfère moins dépenser en Ukraine, en Union Européenne, pour les immigrés. Parce que c'est ça la réalité, l'argent, les automobilistes et les retraités sont les vaches à lait de ce régime. C'est tout, il n'y a pas de secret. Est-ce que demain, on ne peut pas s'attendre à un changement de braquet de la part du gouvernement ? Les annonces ne

peuvent être que des prolongations d'aides déjà sectorielles et catégorielles ? Oui, probablement qu'aujourd'hui le gouvernement planche sur un élargissement des aides qui existent déjà, des

mécanismes qui existent déjà. Il peut réfléchir à une proposition qui est sur la table et qui a été déposée notamment par les Républicains sur, effectivement, la suspension du certificat énergie, c'est V, je crois, de son acronyme, qui effectivement permettrait de baisser de 15 à 17 centimes, mais pour une certaine durée.

Et le troisième point sur lequel Emmanuel Macron et Sébastien Lecran du travail, plutôt sur le niveau géopolitique, où là, effectivement, Emmanuel Macron essaie de se rapprocher notamment de Oman pour essayer de voir s'il n'y a pas un accord possible, un peu d'accord discret entre Oman et Iran, qui permettrait de favoriser la circulation du pétrole et donc, effectivement, faire baisser les prix. Mais c'est vrai que tout ça, c'est des centimes ajoutés les uns après les autres, et ce n'est pas une solution de long terme. Là, c'est une solution d'urgence. Or, Emmanuel Macron et tous ceux qui sont spécialistes disent que la crise dans le détroit d'Hormuz, elle est appelée à durer et pas à se terminer dans le mois qui vient, hélas. · Autre question, Nicolas Domenac, et je vous la poserai, Nicolas Dupont -Aignan. Est-ce que tous les · quel est le rôle d'un responsable politique en période de crise aussi aiguë ? Est-ce que le rôle d'un responsable politique, comme le disent Fabien Roussel et d'autres, Olivier Faure, mais davantage, Fabien Roussel, c'est d'accompagner quasiment sur les barricades les mouvements. Olivier Faure dit comprendre les Français. François Hollande dit qu'il n'a pas, lui, à descendre dans les rues. Ça nous rappelle un petit peu ce qui s'était passé au moment des Gilets jaunes. Chacun va devoir choisir son camp, entre guillemets. · Sa stratégie, vous avez quand même remarqué que le Rassemblement national, par exemple, tentait quand même d'aiguiller vers l'élection parce qu'ils pensent qu'ils vont la remporter. Par ailleurs,

d'ailleurs, Jean -Luc Mélenchon aussi ne pousse pas au chaos tout de suite, ni à des affrontements, ni à une violence, etc. Ce sont les plus minoritaires qui se disent qu'il faut profiter d'un mouvement dont on sait qu'à l'arrivée, en tout cas le précédent, avait profité au Rassemblement national. · Minoritaires, non, pour Jean -Luc Mélenchon, parce que lui accompagnerait complètement le mouvement. C'est votre cas aussi Nicolas Dupont -Huyen ? · Vous savez, je crois que c'est Marc Aurel qui disait « vous pouvez tondre un peuple, mais veillez à ne jamais l'écorcher ». Aujourd'hui, les Français sont écorchés. Et ils savent très bien que l'argent est dilapidé pour des dizaines de milliards d'euros dans des politiques inutiles. Donc, ils veulent simplement qu'on leur permette de vivre. · Ils n'ont jamais voté pour vous, c'est bizarre quand même. · Eh bien, ça peut arriver, rassurez-vous.

Mais c'est un peu facile.

En attendant, moi je présente une autre offre. · Et vous l'avez fait ce soir ? · Et sinon, il n'y a pas de démocratie. Je sais que vous aimeriez rester entre vous tous. · Pas du tout. On vous a interrogé, poussé dans vos retranchements. C'est aussi l'euro d'un candidat, M. Dupont -Huyenant, de répondre à toutes les questions. · Tout à fait. · Mais soyons sérieux. · De l'avoir fait. · Il y a des choix. · C'est la démocratie. · Pour l'instant, on va accueillir Alain Bauer, évoquer cette situation internationale et son corollaire ici en France avec la crise sociale. Écoutons deux réactions, peut-être qui vous rejoignent, et qui sont de bord opposés. Éric Ciotti et Ségolène Royal qui estiment également à leur tour qu'il y a une forme de diversion, disent -ils, chacun avec leurs mots du président de la République sur la menace russe. · La menace russe, nous la connaissons. Il ne faut pas la négliger. Elle est là. Elle n'est pas nouvelle. Depuis la seconde guerre mondiale, nous sommes confrontés à cette menace russe. Il n'y a aucun élément supplémentaire. Tout ça était quand même un peu surjoué. · C'est une opération de communication. · Pourquoi ? · Regardez ce qui se passe, ce que les Français subissent aujourd'hui. Et là, on n'est pas convoqué, le chef de l'État ne s'explique pas. Donc effectivement, il y a toujours une mise en scène sur l'international parce que ça redonne de la stature. Mais la France est dans un état de déclin, mais d'une tristesse

infinie.